

## Theresa May, Premier ministre faible, doit profiter des divisions du Parlement et de la raideur des négociateurs européens



Lettre de Londres mise en forme par Edouard Husson. Nous recevons régulièrement des textes rédigés par un certain Benjamin Disraeli, homonyme du grand homme politique britannique du XIXe siècle.

Avec Disraeli  
Scanner

Hughenden,  
Le 1er août 2018

### Sondages ambigus sur l'action de Theresa May et de la classe politique

Mon cher ami,

Depuis le début de la crise déclenchée par le dernier plan de Brexit de Theresa May (le plan dit "de Chequers"), je n'ai pas quitté Hughenden. Quand on porte le nom de Benjamin Disraëli, on doit faire attention à tout ce qui pourrait être interprété de travers par tel ou tel courant du Parti conservateur. Tant que Theresa May rassemblait le parti et permettait à David Davies ou Boris Johnson de peser autant, dans le gouvernement, que les *Remainers*, j'ai pu travailler visiblement, sinon officiellement, auprès de David. A présent que l'équilibre gouvernemental est rompu au profit des *wets* (des "mous"), je fais attention à tout ce qui pourrait mettre à mal l'unité du Parti. Je ne veux pas mettre en difficulté mon ami Liam Fox, *Brexit* resté au gouvernement. Je ne veux pas prendre le risque d'un vote perdu à la Chambre des Communes, qui conduirait à des élections générales et à l'arrivée de Jeremy Corbyn au pouvoir.

Vous allez me dire que je me contredis. La semaine dernière, je vous faisais l'éloge de la politique industrielle envisagée par Corbyn! Mais, mon cher ami, je ne suis pas dupe du jeu que joue le chef travailliste. Il voudrait bien que le terrain soit déblayé avant qu'il arrive au pouvoir. Eh bien! Je ne souhaite pas que mon parti lui fasse ce cadeau. Oui, Theresa May a été sauvée, il y a quinze jours, dans deux votes décisifs, par des *Brexit*ers du *Labour* tandis que des *Remainers* conservateurs votaient contre elle. Tant mieux ! Et tant pis pour Corbyn s'il ne tient pas ses troupes mieux que Theresa May. A vrai dire, je pense qu'il est trop content de ne pas devoir se lancer immédiatement dans une nouvelle élection générale. Les sondages de ces dernières semaines sont en effet, pour le moins, ambigus.

A première vue, le plan de Chequers affaiblit un peu plus Theresa May. Si une élection générale avait lieu demain, le Labour partirait, nous disent les différents sondages, avec une avance de quelques points (entre 1 et 5 points). Mais quand vous regardez de plus près, vous vous apercevez qu'on reste dans la marge des deux à trois points d'erreur; et, surtout, qu'aucun sondage ne donne au

---

Labour la majorité absolue. Quant à Madame May, d'un côté l'opinion taillée en pièce son plan de Chequers (moins de 25% des sondés l'approuvent); mais, curieusement, elle reste un leader plus crédible que Jeremy Corbyn, ou Boris Johnson.

A vrai dire, l'opinion de notre pays sent bien, sans forcément suivre le détail des atermoiements politiques au quotidien, que les *Brexiters* de la majorité n'y arrivent pas sans ceux de l'opposition. Mais comme Jeremy Corbyn est confronté à un Parti travailliste aussi divisé entre *Remainers* et *Brexiters* que le Parti conservateur, nos concitoyens ne sont pas sûrs de souhaiter une alternance politique. La seule certitude que donnent les sondages, c'est la réémergence de *UKIP*, le parti unanimement anti-Union Européenne de Nigel Farage, qui passe de 2 à 8% d'intentions de vote.

## Préserver l'unité du Parti conservateur

Mon sentiment: nous autres Conservateurs devons absolument empêcher une remontée de *UKIP*. Elle se produit en effet au détriment des Tories plus que des travaillistes. Ces dernières semaines, je ne me suis pas montré à Londres mais j'ai beaucoup correspondu avec mes amis *Brexiters*. David (Davies) est venu me rendre visite. J'échange quotidiennement des SMS avec Liam (Fox). Figure-vous que Boris lui-même, a jugé bon de m'appeler pour enterrer la hache de notre cordiale détestation mutuelle. Il veut être sûr que j'abandonnerai mes réserves si une élection générale se profile et que le parti choisit d'envoyer un autre candidat à la place de Theresa May. Je ne crois pas avoir amélioré nos relations en lui demandant comment il entendait neutraliser la remontée en puissance de Nigel Farage. C'est pour moi la seule question qui compte. Lorsque Benjamin Disraëli l'Ancien a pris le risque d'une confrontation sur le sujet du libre-échange et d'une division des conservateurs, il n'existait aucune force à droite du Parti. En l'occurrence, aujourd'hui, nous sommes menacés d'être débordés à droite.

Ce que je dis à mes correspondants, c'est que nous avons malgré tout trois leviers

- Même si les *Brexiters* n'arrivent pas à s'emparer de leurs partis respectifs, néanmoins ils pèsent suffisamment: au Labour pour que Jeremy Corbyn temporise; et chez les Tories pour que Theresa May soit tenue d'envisager le *hard Brexit* - la sortie de l'UE sans accord - au cas où Bruxelles ne ferait aucun compromis.
- On peut supposer, malgré tout, qu'une majorité de gouvernements de l'Union Européenne redoutent un *hard Brexit*. Au-delà des gesticulations de leurs présidents ni Airbus ni BMW n'ont envie de déménager leurs sites de production de Grande-Bretagne; en revanche le FMI a déjà calculé que l'absence d'accord était un deal perdant-perdant. L'Irlande, la Belgique, les Pays-Bas et la République tchèque perdraient jusqu'à 4 points de croissance en cas de rupture sans compensation. Et c'est en fait l'ensemble de l'UE qui serait affecté.
- Et c'est à ce point que l'on revient à la pression que peuvent, que doivent exercer sur leur Premier ministre les *Brexiters* conservateurs. Puisque l'opposition ne veut pas d'une élection générale maintenant; et puisque l'Union Européenne n'a pas intérêt à un *hard Brexit*, Theresa May doit être non seulement dissuadée de faire quelque concession que ce soit à Bruxelles; mais aussi encouragée à transformer chaque rigidité ou refus de faire une concession de la part de l'UE en du terrain regagné au profit de notre pays. Puisque Michel Barnier a d'ores et déjà indiqué qu'il ne voulait pas de l'union douanière proposée par notre gouvernement, eh bien, qu'à cela ne tienne, le Premier ministre aura donné la preuve de sa bonne foi; elle pourra sans peine revenir à des positions plus dures.

Mon cher ami, je ne veux pas vous paraître exagérément optimiste - voire panglossien. Mais le parlementarisme britannique a cela de sain qu'il permet aux gouvernements de changer d'avis sans avoir l'air de se déjuger totalement - on ne gouverne pas contre la Chambre des Communes. Il me semble urgent, désormais, que Theresa May refasse un bout de chemin vers les *Brexiters*; qu'elle soigne la base du Parti; qu'elle utilise la rigidité de plusieurs de ses interlocuteurs européens pour sauver la face en revenant à des positions de meilleure négociation.

Attendons de voir, par exemple, comment va tourner l'entretien de la fin de semaine prochaine de notre Premier ministre avec votre président.

Bien fidèlement à vous

Benjamin Disraëli